

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Formations Habilitations électriques BS-BE
Manœuvre

Délégation interrégionale du secrétariat général Grand Est
DIR-SG Grand Est
20 boulevard de la mothe
54000 NANCY

SOMMAIRE

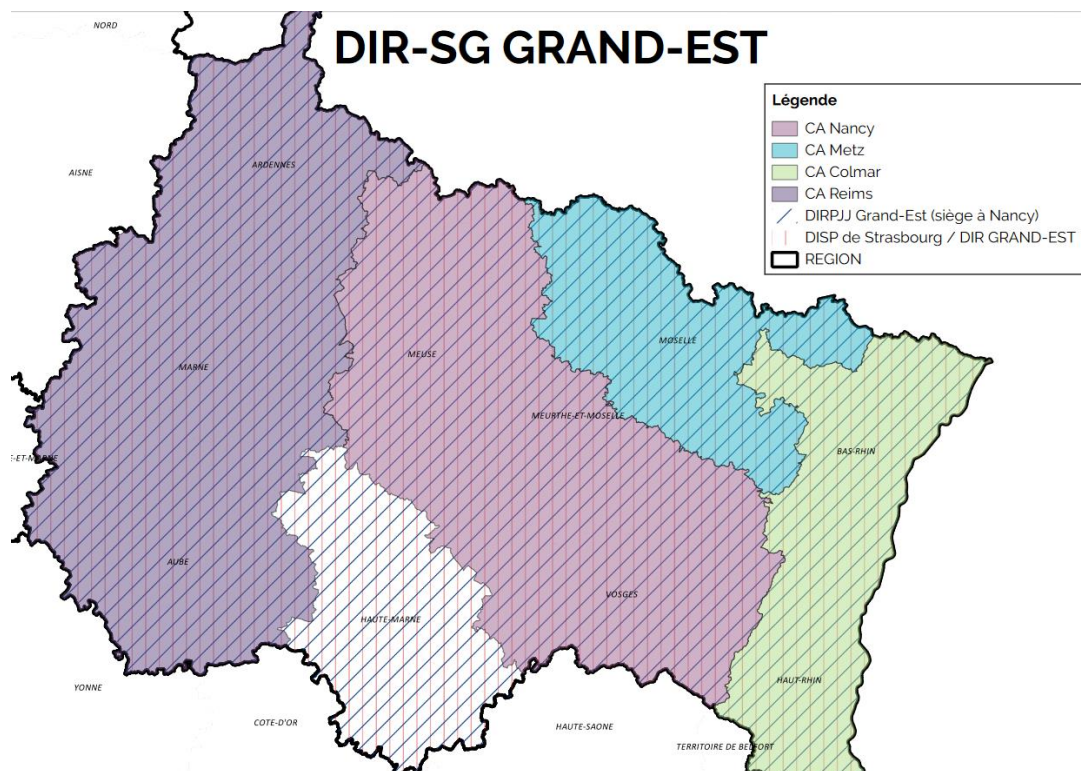
1 - Dispositions générales du contrat	3
1.1 - Objet du contrat	3
1.2 – Type et forme du contrat / Décomposition du contrat	3
1.3 - Réalisation de prestations similaires	4
1.4 – Prescriptions techniques	4
1.5 – Modifications des prestations en cours d'exécution : Clauses de Réexamen	7
1.5.1 – Ajout de formations et habilitations électriques	7
1.5.2 – Modification de la durée d'une formation	7
1.5.3 – Modification du montant maximal de l'accord-cadre	8
1.6 – Responsable de l'exécution des prestations	8
1.7 – Clause environnementale	8
2 - Pièces contractuelles	9
3 - Confidentialité et mesures de sécurité	9
4 - Durée et délais d'exécution	9
5 - Prix	10
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	10
5.2 - Modalités de variation des prix	11
6 - Avance	12
6.1 - Conditions de versement et de remboursement	12
6.2 - Garanties financières de l'avance	13
7 - Modalités de règlement des comptes	13
7.1 - Acomptes	13
7.2 - Présentation des demandes de paiement	13
7.3 - Délai global de paiement	14
7.4 - Paiement des cotraitants	14
7.5 - Paiement des sous-traitants	14
8 - Conditions d'exécution des prestations	14
9 - Constatation de l'exécution des prestations	14
Décision après vérification	14
10 - Garantie des prestations	14
11 - Pénalités	14
11.1 - Pénalité pour travail dissimulé	14
11.2 - Autres pénalités spécifiques	15
Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG FCS, les pénalités définies dans le tableau ci-dessus s'établiront sur simple constat du Ministère de la Justice.	15
12 - Assurances	15
13 - Résiliation du contrat	15
13.1 - Conditions de résiliation	15
13.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	15
Article 14 : Promotion de la démarche de labellisation RFAR « relations fournisseurs et achats responsables »	16
Article 15 : Différends	17
16 - Règlement des litiges et langues	Erreur ! Signet non défini.
17 - Dérogations	19

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCP) concernent les prestations de formations pour l'obtention des habilitations électrique BS-BE niveau initiation et recyclage, à destination des agents du Ministère de la Justice.

Lieu(x) d'exécution : le territoire du ressort de la Délégation interrégionale Grand Est :



1.2 – Type et forme du contrat / Décomposition du contrat

➤ Type et forme du contrat

Forme de marché	Accord cadre	
Type de l'accord-cadre	Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire.	
Mode d'exécution du contrat	Via l'émission de bons de commande	
Durée initiale du contrat	24 mois	
Date de commencement d'exécution pour les lots 1 et 2 : à compter de la date de notification du présent marché public.		

Reconductible	Oui
Nombre de reconductions possibles	2
Durée de chaque reconduction identique	<i>Oui</i>
Durée de chaque reconduction	12 mois
Type de reconduction	<i>Tacite</i>
Si Reconduction tacite : en cas de non reconduction, envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception au plus tard un mois avant la date anniversaire de la notification du marché.	
Durée maximale du contrat	48 mois

➤ Allotissement

Rang	Lots	Montant total minimum HT	Montant total maximum HT
1	<i>Lot n°1 relatif à la formation initiale Habilitations électriques BS-BE Manœuvre</i>	Sans	Montant maximal annuel de 15 000 euros HT (18 000 euros TTC) soit 60 000 euros HT (72 000 euros TTC) sur toute la durée éventuelle de l'accord-cadre (48 mois).
2	<i>Lot n°2 relatif à la formation Recyclage Habilitations électriques BS-BE Manœuvre</i>	Sans	Montant maximal annuel de 10 000 euros HT (12 000 euros TTC) soit 40 000 euros HT (48 000 euros TTC) sur toute la durée de l'accord-cadre (48 mois).

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les bons de commande ont une durée de validité qui ne peut excéder 6 mois à compter de la date de fin de validité de l'accord-cadre. Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le ou les titulaires.

1.3 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

1.4 – Prescriptions techniques

Les modalités d'exécution techniques des prestations objets des accords-cadres sont précisées ci-dessous.

Le titulaire doit fournir une formation initiale habilitation électriques BS-BE Manœuvre pour le lot n°1 et une formation recyclage habilitation électrique BS-BE Manœuvre dont le contenu est définie à la norme NF C18-510 et dans les conditions précisées à l'arrêté du 26 décembre 2011 relatif aux vérifications ou processus de vérification des installations électriques ainsi qu'au contenu des rapports correspondants (lien : [Arrêté du 26 décembre 2011 relatif aux vérifications ou processus de vérification des installations électriques ainsi qu'au contenu des rapports correspondants - Légifrance](#)).

Le titulaire doit respecter les modalités précisées ci-dessous :



➤ **LOT 1 - Formation initiale Habilitations électriques BS-BE Manœuvre**

Objectifs de la formation	<ul style="list-style-type: none"> Savoir exécuter en toute sécurité des travaux de remplacement, de raccordement, et de manœuvres simples Connaître la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident d'origine électrique Permettre à l'employeur de délivrer les titres d'habilitation
Contenus attendus	<ul style="list-style-type: none"> La réglementation en matière BS/BE Les mesures de prévention adaptées au risque électrique en cas d'intervention
Programme obligatoire	<ul style="list-style-type: none"> Conforme à la norme NF C 18-510 (ou équivalent)
Modalités pédagogiques	La formation comprend une partie théorique et une partie pratique ainsi qu'une évaluation des savoirs et savoir-faire.
Documents à fournir post-formation	<p>Le titulaire la fournira par courriel à l'adresse formation-drhas.dir-sg-grand-est@justice.gouv.fr dans <u>un délai de 5 jours ouvrés à compter de la date du dernier jour de la session de formation</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> La liste d'émargement de la formation concernée ; Les avis après formation pour chaque participant. <p><i>Il est rappelé au titulaire que les documents ci-dessus sont indispensables pour les services de l'Etat puissent attribuer l'habilitation objet de la formation. En cas de retard, la chaîne des services des Ressources Humaines est bloquée et une pénalité de retard sera appliquée dans les conditions prévues à l'article 11.2 du présent CCP.</i></p>
Durée de la formation (obligatoire)	14h
Public visé	Tout public travaillant pour le Ministère de la Justice
Nombre de sessions envisagé	Le nombre de sessions dépendra du nombre d'agents à former chaque année
Périodes de formation	<p>Le Ministère de la Justice précisera par courriel au titulaire la période et le lieu de la formation. Le titulaire, dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la date d'envoi du courriel du Ministère, précisera par courriel les dates proposées. Le Ministère, dans un délai de 15 jours calendaires, validera ou refusera la proposition du titulaire. En cas de refus du Ministère, les délais mentionnés ci-dessus sont ramenés à 5 jours ouvrés, jusqu'à ce que le Ministère valide une proposition du titulaire.</p> <p>Dès validation du Ministère, le titulaire enverra un devis dûment complété et signé, sur la base des prix unitaires prévus au BPU, par une personne habilitée.</p> <p>Le Ministère s'engage à transmettre la période et le lieu de la formation dès qu'il en a connaissance et au plus tard 1 mois avant le premier jour de la session souhaitée.</p> <p>En cas d'urgence, le Ministère sollicitera le titulaire qui s'engage à mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose en œuvre pour répondre à la demande.</p> <p>Le Ministère appliquera le prix majoré prévu au Bordereau des Prix Unitaires (BPU).</p> <p>Dans l'hypothèse où le titulaire est dans l'incapacité de répondre à la demande en urgence du Ministère, l'exclusivité dont bénéficie le titulaire dans le cadre de ce marché public est levée, exclusivement pour la demande concernée, et le Ministère pourra solliciter un tiers.</p>
Lieu	Dans tout le ressort géographique du périmètre de la Délégation interrégionale GRAND-EST (c'est-à-dire toute la Région Grand Est).

➤ **LOT 2 - Formation recyclage Habilitations électriques BS-BE Manœuvre**

Objectifs de la formation	<ul style="list-style-type: none"> Réactualisation des connaissances et maîtrise des prescriptions de sécurité électrique
Contenus attendus	<ul style="list-style-type: none"> Revoir la réglementation en matière BS/BE Appliquer les mesures de prévention adaptées au risque électrique en cas d'intervention
Programme	<ul style="list-style-type: none"> Conforme à la norme NF C 18-510
Modalités pédagogiques	La formation comprend une partie théorique et une partie pratique ainsi qu'une évaluation des savoirs et savoir-faire.
Documents à fournir post-formation	<p>Le titulaire la fournira par courriel à l'adresse formation-drhas.dir-sg-grand-est@justice.gouv.fr dans <u>un délai de 5 jours ouvrés à compter de la date du dernier jour de la session de formation</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> La liste d'émargement de la formation concernée ; Les avis après formation. <p><i>Il est rappelé au titulaire que les documents ci-dessus sont indispensables pour les services de l'Etat puissent attribuer l'habilitation objet de la formation. En cas de retard, la chaîne des services des Ressources Humaines est bloquée et une pénalité de retard sera appliquée dans les conditions prévues à l'article 11.2 du présent CCP.</i></p>
Durée de la formation (obligatoire)	10h30
Public visé	Agent titulaire de l'habilitation concernée par le recyclage.
Nombre de sessions envisagé	Le nombre de sessions dépendra du nombre d'agents à former chaque année
Période de formation	<p>Le Ministère de la Justice précisera par courriel au titulaire la période et le lieu de la formation. Le titulaire, dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la date d'envoi du courriel du Ministère, précisera par courriel les dates proposées.</p> <p>Le Ministère, dans un délai de 15 jours calendaires, validera ou refusera la proposition du titulaire. En cas de refus du Ministère, les délais mentionnés ci-dessus sont ramenés à 5 jours ouvrés, jusqu'à ce que le Ministère valide une proposition du titulaire.</p> <p>Dès validation du Ministère, le titulaire enverra un devis dûment complété et signé, sur la base des prix unitaires prévus au BPU, par une personne habilitée.</p> <p>Le Ministère s'engage à transmettre la période et le lieu de la formation dès qu'il en a connaissance et au plus tard 1 mois avant le premier jour de la session souhaitée. En cas d'urgence, le Ministère sollicitera le titulaire qui s'engage à mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose en œuvre pour répondre à la demande.</p> <p>Le Ministère appliquera le prix majoré prévu au Bordereau des Prix Unitaires (BPU).</p> <p>Dans l'hypothèse où le titulaire est dans l'incapacité de répondre à la demande en urgence du Ministère, l'exclusivité dont bénéficie le titulaire dans le cadre de ce marché public est levée, exclusivement pour la demande concernée, et le Ministère pourra solliciter un tiers.</p>
Lieu	Dans tout le ressort géographique du périmètre de la Délégation interrégionale GRAND-EST (c'est-à-dire toute la Région Grand Est).

1.5 – Modifications des prestations en cours d'exécution : Clauses de Réexamen

Le Ministère peut, en cours d'exécution, apporter des modifications au contrat, conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique.

1.5.1 – Ajout de formations et habilitations électriques

En cours d'exécution, le Ministère pourra solliciter le titulaire concerné pour ajouter de nouvelles formations et habilitations électriques au périmètre du présent accord-cadre, cohérentes avec l'objet des deux lots.

Le Ministère conviendra avec le titulaire :

- du contenu des nouvelles formations et habilitations conformément à la réglementation en vigueur, à ajouter au périmètre du lot concerné ;
- des nouveaux prix unitaires à ajouter au Bordereau des Prix Unitaires (BPU).

Les montants des nouveaux prix unitaires seront déterminés lors d'une réunion en présentiel ou en visioconférence.

Cependant, tout ajout de nouveau type de prestation n'entraîne aucune modification des conditions d'exécution des prestations déjà existantes telles que prévues dans le présent CCP commun aux lots 1 et 2, ni les conditions d'exécution auxquelles s'est engagé le titulaire dans son cadre de mémoire technique lors du dépôt de son offre.

Dans un délai précisé lors de la réunion, le titulaire fournira alors au Ministère le BPU modifié, avec le(s) nouveau(x) prix unitaire(s) des nouvelles prestations ajoutées.

Tout nouveau prix ne sera ajouté au BPU qu'après la conclusion d'un avenant entre le Ministère et le titulaire, précisant les modalités des nouvelles formations et habilitations. Les nouveaux Bordereaux des Prix Unitaires précités entrent dans le périmètre contractuel, et valent donc modification du contrat, si l'ordre de service n'appelle aucune réserve dans les 7 jours calendaires suivant la réception de l'ordre de service. Le titulaire intégrera ces variations de prix dans les factures émises à compter de l'expiration de ce délai. La date de réception est celle indiquée par la plateforme dématérialisée du Ministère.

Cette clause de réexamen ne peut :

- introduire des prestations sans lien avec l'objet du contrat ;
- entraîner une augmentation supérieure à 20 % du montant maximal annuel du lot concerné, indépendamment de l'article 1.5.3 ci-dessous (En cas de plusieurs utilisations de cette clause de réexamen entraînant des augmentations du montant susmentionné, la limite de l'augmentation à 20 % s'applique à l'ensemble des augmentations cumulées).

1.5.2 – Modification de la durée d'une formation

En cas de modification de la durée de la formation suite à une réforme de la norme réglementaire, le Ministère pourra solliciter le titulaire concerné pour modifier l'unité en jour indiquée au sein du Bordereau des Prix Unitaires (BPU).

Le montant modifié du prix unitaire de la formation concernée sera déterminé de la manière suivante :

$$\text{Nouveau prix unitaire} = \frac{\text{ancien prix unitaire} * \text{nouvelle unité en jour}}{\text{ancienne unité en jour}}$$

Le Ministère fournira au titulaire par courriel, le BPU modifié avec le prix unitaire modifié.

Toute modification de prix n'entre en vigueur qu'après l'émission par le Ministère d'un ordre de service de modification du prix unitaire concerné. Le nouveau Bordereau des Prix Unitaires se substitue à l'ancien. Le titulaire intégrera ces variations de prix dans les factures émises à compter de la date de réception, par courriel, du nouveau bordereau des prix unitaires et de l'ordre de service. La date de réception est celle indiquée par la plateforme dématérialisée du Ministère.

Cependant, toute modification de la durée de la formation n'entraîne aucune modification des conditions d'exécution déjà existantes, telles que prévues au présent CCP commun aux lots 1 et 2, ni des conditions d'exécution auxquelles s'est engagé le titulaire dans son cadre de mémoire technique lors du dépôt de son offre.

Cette clause de réexamen ne peut entraîner une modification du montant maximal de l'accord-cadre concerné, indépendamment de l'article 1.5.3 ci-dessous.

1.5.3 – Modification du montant maximal de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre comprend la clause de réexamen ci-dessous, au sens de l'article R 2194-1 du code de la commande publique.

En cours d'exécution, le Ministère pourra modifier le montant maximal de l'accord-cadre, tel que prévu à l'article 1.2 du présent CCP. Le Ministère sollicitera le titulaire par courriel pour l'informer du nouveau montant maximal nécessaire et lui enverra le CCP modifié.

Dans un délai de 7 jours calendaires à compter de ce courriel, le Ministère proposera au titulaire un avenant pour acter le nouveau montant maximal.

Cette clause de réexamen ne peut entraîner une modification du montant maximal inférieure ou supérieure à 30% du montant maximal initial en euros TTC, que ce soit pour la période en cours d'exécution ou la durée totale éventuelle.

Cette clause de réexamen ne peut non plus entraîner une modification des autres conditions d'exécution du présent accord-cadre.

1.6 – Responsable de l'exécution des prestations

Le titulaire indique à l'acheteur le nom et les coordonnées professionnelles de la personne unique chargée de conduire et de diriger l'exécution des prestations en son nom.

En cas de changement du Responsable de l'exécution des prestations, le titulaire informe sans délais l'acheteur et dispose de 8 jours calendaires (par dérogation à l'article 3.4.3. du CCAG) à compter de cette date pour communiquer le noms et titre du remplaçant à l'acheteur. L'acheteur a 8 jours pour récuser le remplaçant, au-delà de ce délai, le silence vaut acceptation. En cas de récusation, le titulaire a 8 jours pour présenter un nouveau remplaçant. Son acceptation est faite dans les mêmes termes que précédemment.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par l'acheteur, l'accord cadre peut-être résilier pour faute.

1.7 – Clause environnementale

1.7.1 Déplacements

Si la prestation objet du bon de commande, prévoit des déplacements, le titulaire privilégie, pour les différents sites concernés par l'accord-cadre, les déplacements à pied, avec des véhicules à propulsion humaine ou en transports en commun.

Si l'utilisation de véhicules individuels est indispensable, le parc servant à l'exécution des prestations comprend de préférence des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié (GPL), au gaz naturel pour véhicules (GNV), à l'hydrogène ou encore des véhicules hybrides (mixtes électriques et essence) conformes aux normes en vigueur.

1.7.2 Matériels

Quand cela est possible, le titulaire utilise du matériel affichant un écolabel. Par exemple : ordinateurs lors de la prestation disposant d'un éco-label de type I (TCO certified EPEAT ou équivalent).

1.7.3 Suivi des prestations

Pour le suivi des prestations, le titulaire utilise, sauf nécessité dûment justifiée, les échanges par voie dématérialisée (courriel, vidéoconférence, audioconférence, etc...).

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérés par avenant :

- L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes par lot ;
- Le bordereau des Prix Unitaires (B.P.U.) commun à tous les lots ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCP) commun à tous les lots ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le cadre de mémoire technique et le cas échéant, ses annexes par lot.

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Durée et délais d'exécution

Le marché est conclu pour une période initiale de 24 mois et est reconductible deux fois par période de 12 mois pour une période maximale de 48 mois.

En cas de non reconduction, le Ministère envoie un courriel recommandé avec accusé de réception au plus tard un mois avant la date anniversaire de la notification du marché.

Les délais d'exécution des prestations débutent à la date indiquée dans le bon de commande envoyée par courriel au titulaire.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

5 - Prix

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires.

Chaque lot comprend des prestations qui concerne les prestations de formations définies au présent CCP et donnant lieu à l'émission de bons de commande sans montant minimum et avec un montant maximum annuel de :

Numéro du lot	Montant maximum HT annuel
1	Montant maximal annuel de 15 000 euros HT (18 000 euros TTC) soit 60 000 euros HT (72 000 euros TTC) sur toute la durée éventuelle de l'accord-cadre (48 mois).
2	Montant maximal annuel de 10 000 euros HT (12 000 euros TTC) soit 40 000 euros HT (48 000 euros TTC) sur toute la durée de l'accord-cadre (48 mois).

Les prix unitaires par session de formation sont réputés comprendre, de manière exhaustive et sans limitation, l'ensemble des éléments suivants :

1. **Toutes les charges fiscales et parafiscales obligatoires** frappant la prestation, y compris mais sans s'y limiter :
 - La TVA ou toute autre taxe sur la valeur ajoutée applicable ;
 - Les contributions sociales ou fiscales spécifiques au secteur de la formation professionnelle (ex. : contributions à la formation continue, taxes d'apprentissage, etc.) ;
 - Toute taxe locale ou contribution obligatoire liée à l'activité de formation.
2. **Les frais directs liés à la prestation de formation**, notamment :
 - Les coûts pédagogiques (rémunération des formateurs, conception des supports, droits d'auteur, etc.) ;
 - Les frais de location ou d'aménagement des salles de formation (équipements, mobilier, matériel pédagogique) ;
 - Les frais de reproduction et de diffusion des supports de formation (livrets, documents numériques, etc.) ;
 - Les coûts des évaluations et certifications (tests, attestations, diplômes, etc.).
3. **Les frais logistiques et opérationnels** afférents à la prestation, tels que :
 - Les coûts de réservation et de gestion administrative (frais de dossier, gestion des inscriptions, etc.) ;
 - Les frais de manutention, d'assurance et de stockage des équipements ou fournitures nécessaires à la formation ;
 - Les coûts de transport des formateurs, du matériel pédagogique ou des supports jusqu'au lieu de formation.
4. **Les frais annexes nécessaires à l'exécution de la prestation**, incluant notamment :
 - Les frais de personnel (coordination, assistance administrative, accueil des stagiaires, etc.) ;
 - Les coûts énergétiques et techniques (électricité, chauffage, climatisation, connexion internet, etc.) ;

- o Les frais de maintenance et d'entretien des infrastructures et équipements pédagogiques ;
- o Les assurances couvrant les risques liés à la formation (responsabilité civile, accidents, etc.).

5. **Les services complémentaires explicitement mentionnés** dans le présent accord-cadre ou dans les conditions particulières, tels que :

- o Les frais de restauration (pause-café, repas, collations) et d'hébergement éventuel de l'intervenant si inclus dans le tarif de base ;
- o Les coûts des équipements spécifiques (matériel de sécurité, outils pédagogiques spécialisés, etc.).

5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix **sont révisés annuellement** à la date anniversaire du contrat (date de notification). Il n'y aura pas de révision provisoire.

Le titulaire s'engage à transmettre au Ministère un Bordereau des Prix Unitaires révisé dans un délai maximal **d'UN mois** avant la date d'anniversaire du présent contrat. Le titulaire accompagnera obligatoirement le Bordereau des Prix Unitaires d'un document expliquant les montants révisés.

A défaut, les prix non révisés seront appliqués à titre conservatoire et le Ministère se réserve la possibilité durant la période démarrant du lendemain de la date limite ci-dessus et se terminant à la date d'anniversaire suivante de l'accord-cadre, de retenir sur les acomptes futurs dus au titulaire, la somme des différences entre les montants des prix réglés et les montants des prix s'ils avaient été révisés.

Les prix sont révisés en application de la formule suivante :

$$Pr = Pn-1 \{ [0,85 * (In / In-1) + 0,15] \}$$

selon les dispositions suivantes :

- Pn : prix révisé.

- Pn-1 :

- o La première année, prix unitaire initial proposé par le titulaire dans son offre finale (prix établi par le titulaire au jour du dépôt de son offre finale) ;
- o A partir de la deuxième année, prix révisé de l'année précédente pour les révisions suivantes.

L'indice de référence, publié(s) par la Fédération SYNTEC, est le suivant : Indice Syntec révisé

Lien internet : [Indice Syntec révisé - Fédération Syntec](#)

- In : dernière valeur connue de l'indice I, un **mois avant** la date anniversaire du contrat (date de notification) ;
- In-1 : valeur connue de l'indice I :
 - o Pour la première année, au mois de la date de dépôt de l'offre finale par le titulaire ;
 - o Pour les années suivantes, au mois de la date d'anniversaire de l'accord-cadre de l'année précédente.

Le titulaire devra transmettre un nouveau bordereau des prix unitaires au moment de la révision des prix avant toute facturation aux prix révisés.

Source des données : Fédération SYNTEC

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Dans le cas où un indice ne serait plus publié par les services éditeurs de statistiques (INSEE, etc.) pendant la durée du contrat mais qu'un indice de substitution serait mis en place, le Ministère prendra acte de ce changement par ordre de service. Dans l'hypothèse où l'indice supprimé ne

serait pas remplacé par un nouvel indice, le Ministère choisira de nouveaux indices et/ou index par avenant.

Seuls les bons de commandes émis **après la date anniversaire du contrat** pourront être facturés aux prix révisés.

Seuil de déclenchement de la clause de révision des prix : La clause de révision ne se déclenche que si une variation sur la période de révision par rapport au dernier prix connu ou révisé est égale ou supérieure à 0,5 %.

Clause de butoir : l'évolution du prix au titre de la révision des prix sera limitée à une augmentation maximum égale à 3 %.

La vérification de la hausse maximum est réalisée sur chaque prix unitaires de la période de révision précédente par rapport à la période de révision au cours de laquelle la révision est effectuée.

Dans le cas où cette augmentation sur la période de révision est supérieure à 5 % et qu'elle résulte d'évènements que les parties ne pouvaient légitimement prévoir, l'acheteur se réserve la possibilité d'accepter, après justifications apportées par le titulaire, l'application de la clause de révision des prix et déroger au maximum fixé à 3 % par la présente clause de butoir. La vérification de la hausse maximale est réalisée sur chaque prix unitaire.

Clause de sauvegarde : l'acheteur se réserve la possibilité de résilier sans indemnité et avec un préavis d'un mois la partie non exécutée du contrat à la date d'application des prix nouveaux lorsque l'augmentation proposée est supérieure à 5 %. La vérification de la hausse maximale est réalisée sur chaque prix unitaire.

6 - Avance

Une avance pourra être accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, pour les lots suivants :

Lot(s)	Désignation
1	<i>Formation initiale Habilitations électriques BS-BE Manœuvre</i>
2	<i>Formation Recyclage Habilitations électriques BS-BE Manœuvre</i>

6.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance d'un montant égal à 10 % du montant du bon de commande est accordée dans les conditions des articles R.2191-4 à R.2191-19 du code de la Commande Publique dès lors que le montant du bon de commande est supérieur à 50 000 euros HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 10,0 % du montant initial du bon de commande, toutes taxes comprises, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 10,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant toutes taxes comprises du marché ou du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

6.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière n'est exigée pour les lots n°1 et n°2.

7 - Modalités de règlement des comptes

7.1 - Acomptes

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS. Les acomptes seront versés mensuellement après service fait de chaque bon de commande.

Le Ministère atteste le service fait au lendemain de la date de réception des documents exigés à l'article 1.4 du présent CCP.

7.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

7.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

7.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

7.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

8 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

9 - Constatation de l'exécution des prestations

Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 24 et 25 du CCAG-FCS.

10 - Garantie des prestations

Aucune garantie n'est prévue.

11 - Pénalités

11.1 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

11.2 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Montant Forfaitaire
Pénalité par jour de retard à compter du second jour après la date limite de remise de la liste d'émargement et de l'avis après formation prévus à l'article 1.4 du présent CCP.	Le montant forfaitaire de la pénalité est de 100 euros HT par jour de retard constaté par courriel envoyé au titulaire par un agent du ministère de la Justice.
Pénalité par constat du non-respect des objectifs de la formation, des contenus attendus et des modalités pédagogiques prévus à l'article 1.4 du présent CCP.	Le montant forfaitaire de la pénalité est de 50 euros HT par objectif, contenu ou modalité non respecté sur constat envoyé au titulaire par un agent du ministère de la Justice.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG FCS, les pénalités définies dans le tableau ci-dessus s'établiront sur simple constat du Ministère de la Justice.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, il n'y a pas d'exonération des pénalités quel que soit leur montant.

Les pénalités prévues dans le cadre du présent marché se cumulent sur une période trimestrielle et sont déduite de la facture mensuelle du premier mois du trimestre suivant. Les défaillances sont constatées au cours des contrôles, programmés ou inopinés.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire chaque premier mois de chaque trimestre lors de l'établissement des états d'acomptes.

12 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

13 - Résiliation du contrat

13.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 29 à 36 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

13.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Article 14 Promotion de la diversité – égalité Femmes/Hommes

Le Ministère de la Justice a obtenu le 8 mars 2022 l'alliance du label égalité professionnelle et du label diversité décernée par l'Association française de normalisation (AFNOR). Ce double label vient récompenser l'engagement de la chancellerie dans les domaines de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la promotion de la diversité et de la lutte contre les discriminations. A ce titre, le ministère est attentif dans le choix de ses contractants comme dans la réalisation des prestations, au respect des dispositions législatives et réglementaires en la matière. Au-delà du respect de ces dispositions, le ministère est sensible aux actions conduites par ses prestataires dans ce domaine au sein de leur entreprise.

Dès lors et en application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, le titulaire doit s'engager, au titre de l'exécution du marché, dans une démarche d'amélioration continue de la qualité de ses pratiques sociales en matière de prévention des discriminations, ainsi que la promotion de l'égalité des chances et de la diversité notamment l'égalité entre les femmes et les hommes. Ainsi, le titulaire s'engage à renseigner le questionnaire disponible via l'URL ci-dessous, dans les 15 jours suivant la date de notification du marché. Il devra également compléter le questionnaire 2 mois avant la date de fin du marché.

https://s1.sphinxonline.net/surveyserver/s/ENQUETES-JUSTICE/Diversite_Discriminations_Egalite_2021/questionnaire.htm

Les informations renseignées dans le questionnaire doivent être limitées aux prestations qui font l'objet du marché et aux moyens humains affectés à l'exécution des prestations du dudit contrat ».

Article 15 : Promotion de la démarche de labellisation RFAR « relations fournisseurs et achats responsables »

Le ministère de la Justice a été labellisé « Relations fournisseurs et achats Responsables » le 10 décembre 2024.

Par conséquent, le ministère souhaite continuer à améliorer sa relation avec ses fournisseurs en :

- mettant en place des conditions favorables au développement de relation équilibrée ;
- veillant aux intérêts des fournisseurs et sous-traitants ;
- valorisant la démarche d'écoute de la voix des fournisseurs.

Et encourage ses fournisseurs à :

- mettre en place une démarche d'amélioration continue en matière de RSE et valoriser les évolutions en cours de marché
- construire un projet fédérateur transversal et de transformation autour d'une politique achats responsables, en y associant l'ensemble des directions concernées ;
- développer les bonnes pratiques achats responsables dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement ;
- à s'engager dans un parcours d'achats responsables en signant la Charte RFAR et œuvrer à l'obtention du Label RFAR.

À cet effet, le titulaire s'engage à informer le ministère de toute démarche entreprise en la matière, et notamment :

- la signature de la Charte « Relations fournisseurs et achats responsables »,
- l'obtention du Label « Relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR), et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le Médiateur des entreprises et le Conseil national des achats (CNA) se proposent de vous accompagner dans cette démarche.

Pour toute information, consultez le site internet : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>

Article 16 : Différends

Le présent marché est conclu et est exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable ou le recours à la médiation dans la résolution de tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent contrat ou à l'exécution des prestations.

1/ Principes communs au règlement amiable des différends

• Rappels quant aux modalités alternatives au règlement des différends

La médiation ou la conciliation par le Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics sont des processus de règlement permettant aux parties de trouver un accord à l'amiable sans procédure judiciaire classique. Leur recours vise notamment à favoriser une solution rapide et pérenne aux problèmes rencontrés, et participe à l'objectif de préserver la relation future du ministère avec ses fournisseurs.

À ce titre, chaque partie reste libre de quitter à tout moment le processus.

Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

• Suspension des délais de recours contentieux et de prescriptions

Conformément au code de justice administrative, les délais de recours contentieux sont interrompus et les prescriptions sont suspendues à compter de la date d'acceptation des deux parties indiquées dans le courriel d'ouverture qui leur est envoyé par le médiateur ou de la date de saisine du Comité consultatif du règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics.

Ces démarches interrompent les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise après la tentative de règlement amiable, ou de la constatation de l'échec de la démarche.

• Confidentialité

Sauf accord des parties, et exceptions prévues par le code de la justice administrative, la médiation ou la conciliation par le Comité sont soumises au principe de confidentialité. Ce principe vise à favoriser les échanges via la libération de la parole, l'émergence de nouvelles idées ou la clarification de situations.

Aussi, les constatations et les déclarations des parties recueillies dans le cadre du règlement amiable doivent rester confidentielles.

Ce principe de confidentialité ne s'applique pas aux pièces, documents et déclarations qui sont connus des parties et préexistent à la démarche, sans préjudice des mentions de protection qui peuvent les concerner.

2/ Possibilité de recourir à la médiation pour le règlement des différends

Lorsque l'acheteur et le titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue d'une procédure de réclamation, ils privilégient, avant toute saisine de la juridiction compétente, le recours à la conciliation ou à la médiation. Le Médiateur interne « relations fournisseurs », dont l'indépendance est garantie par le fait qu'il n'intervient dans aucune phase de la commande publique, peut être saisi par mail à l'adresse suivante :

mediateur-fournisseurs@justice.gouv.fr

ou par courrier recommandé avec avis de réception à l'attention de :

Monsieur le Médiateur interne « relations fournisseurs »
13 place Vendôme
75042 Paris Cedex 01

Par ailleurs, le Médiateur interne « relations fournisseurs » peut être consulté par téléphone au 06 77 62 09 60.

ATTENTION : le Médiateur interne « relations fournisseurs » n'intervient que pour les différends entre le(s) titulaire(s) du marché et le ministère.

• Modalités de saisine du Médiateur interne « relations fournisseurs » (*)

La saisine du Médiateur interne « relations fournisseurs » doit comporter :

- le nom de l'entreprise à l'origine de la demande,
- son numéro de SIRET,
- l'objet du marché et, le cas échéant, du ou des bon(s) de commande concerné(s),
- l'objet de sa sollicitation,
- le service concerné au sein du ministère de la Justice,
- les coordonnées mail et téléphoniques de la personne pouvant être contactée au sein de l'entreprise.

Le Médiateur interne « relations fournisseurs » se prononce sur l'éligibilité de la demande et informe en retour la partie demanderesse dans les meilleurs délais.

Dès lors que la demande d'une partie est estimée éligible, le Médiateur interne « relations fournisseurs sollicite l'avis de l'autre partie. Si les deux parties acceptent l'entrée en médiation, le Médiateur interne « relations fournisseurs » envoie un courriel d'ouverture aux deux parties, précisant la date d'acceptation des parties.

Cette date constitue l'entrée officielle en médiation et fixe la date de la première réunion. Le recours au service de la médiation est entièrement gratuit.

• Durée de la médiation

Les parties décident de fixer un délai de médiation, dans la limite de 6 mois maximum à compter de la date d'entrée en médiation.

La date d'entrée en médiation est celle précisée par le Médiateur interne « relations fournisseurs » dans son courriel d'ouverture attestant l'acceptation des parties d'entrer dans la démarche. À défaut, elle correspond à la date de la première réunion de médiation, conformément à l'article L. 213-6 du code de justice administrative.

3/ Possibilité de recourir au Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics ou au Médiateur des entreprises

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics compétent ou au Médiateur des entreprises, conformément aux dispositions des articles R. 2197-1 à R. 2197-24 du code de la commande publique.

Le **Comité consultatif** compétent :

Direction des affaires juridiques
Sous-direction de la commande publique
Bureau économie, statistiques et techniques de l'achat public
1C - Bâtiment Condorcet
6, rue Louise Weiss - Télédocus 353
75703 PARIS Cedex 13

Le **Médiateur des entreprises** :

Remplir le formulaire en ligne : [Le Médiateur des entreprises](#)

Adresse mail : mediateur.des-entreprises@finances.gouv.fr

17 - Dérogations

- L'article 1.6 du CCP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 2 du CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11.2 du CCP déroge à l'article 14.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11.2 du CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services